

« Evian – paroles d'Europe »

Pascal Lamy¹

Juillet 2016

Vingt-cinq ans de Rencontres franco-allemandes à Évian, c'est le temps qui sépare :

- le Traité de Maastricht et le grand marché intérieur de 1992 du référendum sur le « Brexit » ;
- les lendemains de la chute du Mur de Berlin de la poly-crise européenne actuelle ;
- les promesses d'une mondialisation maîtrisée de la montée des inégalités et des populismes.

Difficile de penser en prenant ce recul que nos Rencontres ont contribué à l'édification d'un monde meilleur ou d'une Europe plus forte.

Et pourtant je sais combien de liens forts se sont tissés à la faveur de ces colloques, combien de connaissances et d'expériences furent partagées, de convergences élaborées, et comment, au fil des sessions, compréhension mutuelle et confiance se sont consolidées entre les participants.

Devons-nous dès lors célébrer ces moments privilégiés qui nous ont tant enrichis ?

Ou bien devons-nous regretter de ne pas avoir pesé davantage sur le cours des évènements, comme l'auraient souhaité en leur for intérieur, les "Pères Fondateurs" des Rencontres. Jean-François Poncet, Edzard Reuter, Antoine Riboud, Marcus Bierich, Jacques Delors?

Les deux, sans doute, à la réflexion, car si nos Rencontres ont souvent révélé les écueils de la relation Franco-allemande, il n'en demeure pas moins que ses participants ont accumulé un capital disponible qui pourrait être davantage mobilisé dans l'avenir.

¹ Ancien Commissaire européen, puis Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Président émeritus de l'Institut Jacques Delors

Sans l'ombre d'un doute, l'Allemagne et la France ont manifesté, au cours du dernier quart de siècle, la volonté d'entrainer ensemble le moteur de la construction européenne. Mais il est aussi vrai que, depuis le début des années 1990, leurs divergences ont souvent mis un frein à cet élan.

A commencer par le fameux " couple" franco- allemand : nécessité idéalisée par les uns, directoire subi pour d'autres. Une histoire d'amour romantique pour oublier la haine, d'un côté du Rhin; une mécanique utile et tranquille des forces, sur l'autre rive. Cette perception divergente contenait dès l'origine les élans de la construction européenne mais aussi les pesanteurs et les à-coups qui ont ralenti l'intégration du continent depuis un quart de siècle.

C'est vrai pour l'Euro, et pour l'Union économique et monétaire dont les logiciels de part et d'autre étaient et demeurent différents. Couronnement de l'ordo-libéralisme pour l'Allemagne. Instrument de puissance politique pour la France. Avec, en amont de ces visions, des systèmes d'articulation entre le politique, l'économique et le social hérité d'histoires distinctes. D'où les débats mais aussi les arrières pensées sur le « gouvernement économique », les niveaux d'endettement public acceptables, les « réformes structurelles », l' « activisme monétaire » de la Banque centrale européenne depuis la crise de 2008. D'où aussi, sur la période, un renversement de la performance relative de nos deux pays : une Allemagne « homme malade de l'Europe » avant les réformes Schröder. Une France à la traîne depuis plusieurs décennies de réformes aussi nombreuses que partielles. En témoigne l'évolution du PNB par tête de nos deux pays sur la période : plus de 10% en faveur de l'Allemagne en 1992, parité dans les années 2000, plus de 20% de nouveau en faveur de l'Allemagne en 2015. Et les deux gouvernements pour l'instant réticents, pour des raisons de politique intérieure, à remettre l'ouvrage sur le métier pour définir et obtenir les niveaux de convergence, de discipline et de solidarité indispensables dans une union monétaire. En tenant compte bien sûr des leçons durement apprises lors des soubresauts de la crise à partir de 2008.

Nouvelle dissonance pour le grand élargissement décidé en 2002 au conseil européen de Copenhague : Désiré et opportun pour les uns, subi et prématuré pour les autres.

C'est encore vrai pour la libre circulation de Schengen, et les politiques migratoires que les opinions ont, hélas, tendance à confondre: la création de l'espace Schengen, prévue pour 1993, fut retardée de deux ans à la demande de la France. Vingt ans plus tard la ruée vers l'Allemagne des réfugiés syriens épargne les français de ce choc et remet à l'ordre du jour les asymétries de nos politiques d'intégration respectives.

Antinomie encore, dans les domaines institutionnels où la familiarité allemande avec le fédéralisme et la décentralisation contraste singulièrement avec une certaine inaptitude française à concevoir un espace supra ou infranational. La "Grande Nation" comme disait le Chancelier Kohl. En témoigne le malaise qui suivit le non au référendum constitutionnel français du 29 mai 2005, que rappelle, en un douloureux écho, celui de nos amis britanniques au lendemain du 23 juin 2016.

Enfin récemment, la disparité sur le terrain du combat contre le terrorisme : une politique française de projection de forces armées sur les terrains djihadistes exposant le pays à une série d'attentats meurtriers sans précédent; au regard d'une abstention militaire de l'Allemagne dont les manifestations émues de solidarité ne suffisent pas à l'épargner aux yeux de l'opinion française. Il faut remonter à la guerre d'Irak en 2003 pour retrouver le souvenir d'une position juste et commune contre la terrible bétue américaine de George W. Bush.

Refaire la narration de ces chapitres de l'histoire franco-allemande dans sa complexité s'impose, en toile de fond de vingt-cinq ans de Rencontres, comme un exercice de lucidité salutaire qui manque souvent lors de la célébration des anniversaires.

C'est aussi l'occasion de prendre la mesure du champ des possibles pour valoriser davantage l'acquis d'Évian.

L'acquis d'Évian, c'est d'abord l'expérience d'entrepreneurs, des capitaines de grands vaisseaux spécialisés dans l'industrie, les services ou la finance, dont les navires parcourent les océans agités de la globalisation. Une flotte allemande plus importante au début des Rencontres. Une armada française désormais comparable. Des hommes (presque exclusivement) qui partagent les mêmes ambitions, se heurtent au même genre de concurrence, et qui tentent, dans un défi permanent, de tirer le meilleur parti des évolutions technologiques incessantes et de s'adapter, toujours, à un environnement en perpétuel mouvement.

Ce sont aussi des cultures d'entreprise dont les différences s'estompent peu à peu, même si des exemples de firmes réellement binationales restent rares.

Ce sont encore des rapprochements impressionnantes et parfois improbables dans les demandes adressées aux institutions européennes dans domaines aussi divers que la politique de l'énergie, la

recherche et développement, le capital-risque, et même la politique agricole commune. Une unité de vue de plus en plus prononcée sur le sens, la conduite, les forces et les faiblesses de la politique commerciale commune, ou de la politique européenne de la concurrence. Une perplexité partagée sur la décision de la Chancelière de tourner le dos au nucléaire, mais aussi sur l'attitude des pouvoirs publics français au moment des tentatives de rapprochement entre Alstom et Siemens.

Des explorations des systèmes éducatifs et de formation professionnelle des deux pays, dont les entreprises reconnaissent l'importance croissante à l'ère du digital et de l'économie de la connaissance. Un accord sur l'importance des services publics performants pour la compétitivité des économies.

Une vision convergente sur les grandes évolutions géoéconomiques et géopolitiques en Chine, aux États-Unis et sur le continent africain. Mais des divergences qui subsistent sur la Russie de M. Poutine.

Des expériences échangées de plus en plus fréquemment en matière de responsabilité sociale ou environnementale des entreprises.

Le plus frappant, à l'examen rétrospectif des échanges d'Évian, c'est le lent crescendo du sentiment qui habite désormais les participants, celui de disposer à la fois d'une légitimité et d'une responsabilité plus grande qu'aux premiers moments. Comme s'ils étaient destinés à suppléer des systèmes politiques moins efficents qu'auparavant, sans pour autant nourrir l'ambition de les supplanter.

Ce qui a été tissé à Évian durant vingt-cinq ans constitue, à mon sens, une base de départ pour un mode plus opérationnel, pour un investissement plus fructueux: des propositions conjointes à l'attention des deux gouvernements; des projets et des actions communes dans la recherche, le développement, le soutien aux PME ou encore la formation professionnelle, en particulier des jeunes les moins qualifiés. De quoi transformer en convergence le capital de compréhension accumulé, celle dont nous aurons besoin dans les années qui viennent pour faire face aux affres du « Brexit » plus probable que les chances d'un « Breturn », pour renforcer en l'approfondissant l'Union économique et monétaire (UEM), et retrouver la faveur des opinions pour la construction européenne.

Pour être capables, ensemble, de porter dans le monde à venir les valeurs européennes, celles qui font et, espérons-le, feront encore notre identité.

Et aussi pour continuer à nourrir cette envie qui nous rassemble tous les ans à Évian de retrouver des amis et de jouir du cadre de l'Hôtel Royal, des beautés fleuries de l'été finissant... et de la musique de chambre.